



GIS3

Troisième réunion du Groupe intersessions du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique

**Yokohama, (Japon)
Du 1 au 4 décembre 1998**

Domaine d'activité E

Elaboration de profils nationaux en vue d'évaluer les capacités nationales aux fins d'une gestion rationnelle des produits chimiques

Préparé par: l'UNITAR en coopération avec le Secrétariat du FISC

IFCS/ISG3/98.14B

***Les versions française et espagnole du présent document
représentent la contribution de l'UNITAR au GIS3.***

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Historique | 1 |
| 2. Enquête FISC/UNITAR sur les profils nationaux pour la gestion des produits chimiques | 1 |
| 3. Etat d'avancement mondial de l'élaboration des profils nationaux | 3 |
| 4. Etat d'avancement régional de l' élaboration des profils nationaux | 3 |
| 5. Institutions et organisations nationales participant à l'élaboration des profils nationaux | 5 |
| 6. Contribution des profils nationaux à la gestion nationale des produits chimiques | 9 |
| 7. Accessibilité et diffusion des profils nationaux | 10 |
| 6. Profils nationaux: point de départ pour l'identification des priorités | 11 |
| 9. Activités de suivi pour le renforcement des capacités | 13 |
| 10. Questions diverses | 13 |

Annexe 1 : Tableau synoptique de l'élaboration des profils nationaux dans les pays

1. Historique

A sa première réunion (avril 1994, Stockholm), le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (FISC) a **recommandé** que 'les profils nationaux pour indiquer les **compétences** et les capacités actuelles pour la gestion des produits chimiques et informer sur les **améliorations nécessaires** dans des cas **précis** devraient être élaborés dès que possible et au plus tard en 1997'. Lors du Forum II (février 1997, Ottawa), le FISC a **rappelé** cette recommandation et **encouragé** les pays 'à préparer et à mettre constamment à jour les profils nationaux au moyen du document d'orientation de l'UNITAR/IOMC, avec la participation de toutes les parties Concernées, et à utiliser les conclusions fondées sur ces évaluations pour **définir** les priorités aux quelles il faudrait s'attaquer dans le cadre de programmes d'action nationale, en vue de la consolidation de la gestion des produits chimiques, et invité UNITAR, les organisations participantes de l'IOMC et les pays à rendre compte au GIS3 des progrès réalisés'.

En juin 1996, l'UNITAR a **publié** un document d'orientation sous les auspices de l'IOMC intitulé *Préparation d'un profil national pour évaluer les capacités nationales de la gestion des produits chimiques: document d'orientation*, le quel a été distribué à environ 600 points focaux nationaux d'organisations internationales dans plus de 170 pays'. Le document a été **diffusé** en anglais, en espagnol et en **français**. Il a ensuite également été traduit en allemand, bulgare, géorgien, hongrois, lithuanien et russe dans le contexte des **activités** dans les pays,

Grace à l'appui financier fourni des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, des Etats-Unis **d'Amérique**, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Commission européenne, le Programme UNITAR/IOMC d'appui aux profils nationaux a aidé 38 pays en développement et pays dont l'économie est en transition à élaborer des profils nationaux en 1996-1998². Les participants ont été choisis parmi un total de 81 demandeurs en 1996. En outre, le Programme pour l'environnement régional du Pacifique austral. (SPREP), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont fourni une assistance à plusieurs pays concernant la préparation de profils nationaux.

Même si, au départ, les **profils** nationaux visait **plutôt** les pays en développement et les pays dont l'économie est en transition pour renforcer leur capacités pour une gestion rationnelle des produits chimiques, plusieurs pays de l'OCDE ont également élaboré ou **commencé** à élaborer des profils nationaux globaux à l'aide du document d'orientation de l'UNITAR/IOMC.

2. Enquête FISC/UNITAR sur les profils pour la gestion des produits chimiques

Afin d'avoir un aperçu de l'élaboration des **profils** nationaux et de mieux comprendre les priorités **identifiées** par les pays, le Président du FISC et le Directeur exécutif de l'UNITAR ont envoyé une enquête à 193 pays en mars 1998 pour leur demander notamment des **informations** sur:

¹ La liste d'adresses est disponible auprès de l'UNITAR sur demande.

² Un projet UNITAR d'assistance aux profils nationaux typique **coûte** au total environ US \$25,000 par pays. Ce **coût** qui comprend: une subvention aux pays d'environ US \$10 000 à 12 000, la participation d'un expert/animateur externe à la **réunion** de **planification** nationale et les **coûts** de gestion des projets couverts par l'UNITAR.

Encadré 1 : Commentaires des pays

‘Ce profil de pays a une grande importance et est utile comme document de référence pour identifier les priorités et établir les plans d action qui nous aideront à atteindre un développement durable.’

Miustère du Travail, Nicaragua

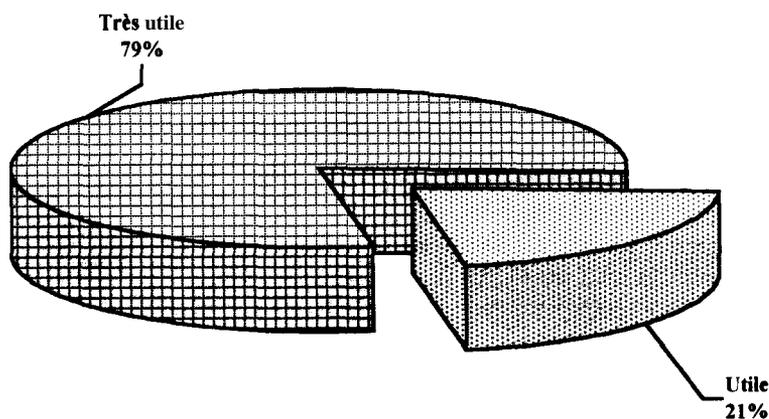
‘Le document d’orientation a fourni toutes les directives sur la méthodologie d’approche de cette préparation. Il a donné des indications sur les manières d’initier le programme, sur les types d’informations à collecter et la facons de les interpréter.’

Centre national de recherche sur l’environnement (CNRE), Madagascar

‘Sans ce document directif l’élaboration d’un profil national en Slovénie aurait été bien plus difficile, voir impossible.’

Ministère de la Santé, Slovénie

Fig. 1: Utilité du document d’orientation UNITAR/IOMC dans l’élaboration de profils nationaux



(Aucun pays n’a coché la case “pas utile”)

- ◆ l'état d'avancement de l'élaboration des profils nationaux;
- ◆ l'intérêt éventuel des pays pour une mise à disposition **systématique** des **profils nationaux**, par exemple sur Nnternet;
- ◆ la contribution générale des profils nationaux à la gestion nationale des produits chimiques;
- ◆ les **priorités spécifiques** des pays pour le renforcement des **capacités** de gestion des produits chimiques telles qu'**identifiées** lors de l'élaboration du profil national; et
- ◆ les éventuelles **activités** de suivi suite à l'élaboration d'un profil national, telles que des ateliers nationaux d'identification des **priorités et/ou** des programmes d'action nationaux.

Soixante et onze pays au total avaient répondu au questionnaire UNITAR/FISC au 31 juillet 1998. Ce **chiffre** représente 47 % de tous les pays ayant **désigné/confirmé** un point focal national FISC **et/ou** manifesté leur intérêt pour le **profil national**, et 37 % de tous les pays ayant reçu le questionnaire d'enquête.

Les pays **n'étant** pas tous **concernés** par toutes les sections du questionnaire FISC/UNITAR, l'analyse fournie dans le présent document est uniquement fondée sur les réponses reçues à une question donnée. Les **informations** supplémentaires envoyées à UNITAR par les pays dans le cadre du Programme UNITAR/IOMC d'appui aux profils nationaux, ainsi que par d'autres organisations internationales participant à des projets sur les **profils nationaux** (comme le Programme régional pour l'environnement du Pacifique austral (SPREP)), ont également été prises en **considération**.

3. Etat d'avancement mondial de l'élaboration des profils nationaux

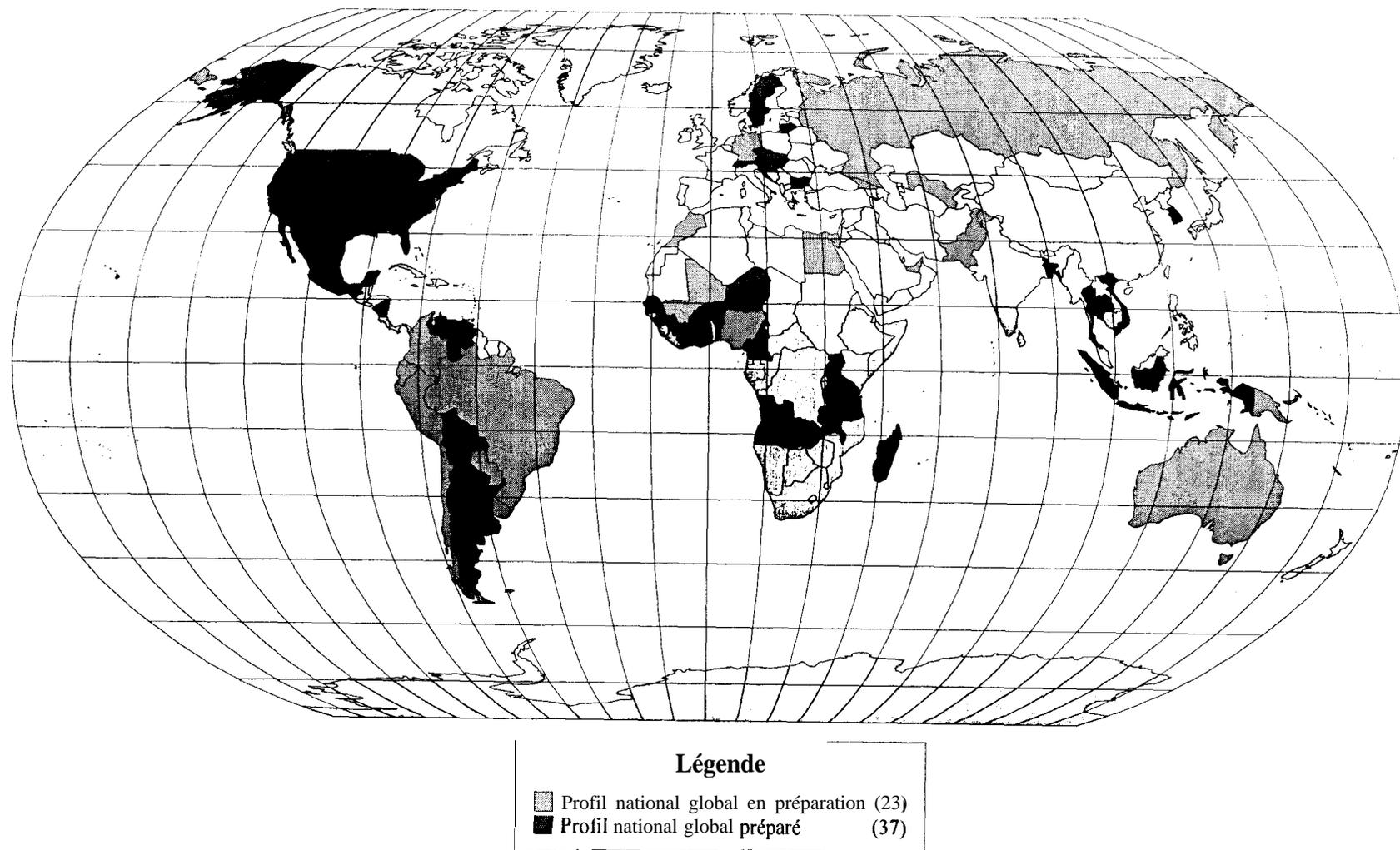
Soixante-dix pays ont **préparé** ou sont en train de préparer un profil national (Carte 1). Sur ce total, 60 pays ont **préparé/préparent** un profil national global (parfois en élaborant d'abord un mini-profil) et 10 pays ont **préparé/lancé** la **préparation** d'un **mini-profil**³. L'Annexe 1 fournit un aperçu plus détaillé de l'élaboration des **profils nationaux** globaux dans les pays. On dispose des premières versions officielles des profils nationaux de 30 pays environ dont 21 ont été officiellement approuvées par un **comité** multisectoriel national.

4. Etat d'avancement régional de l'élaboration des profils nationaux

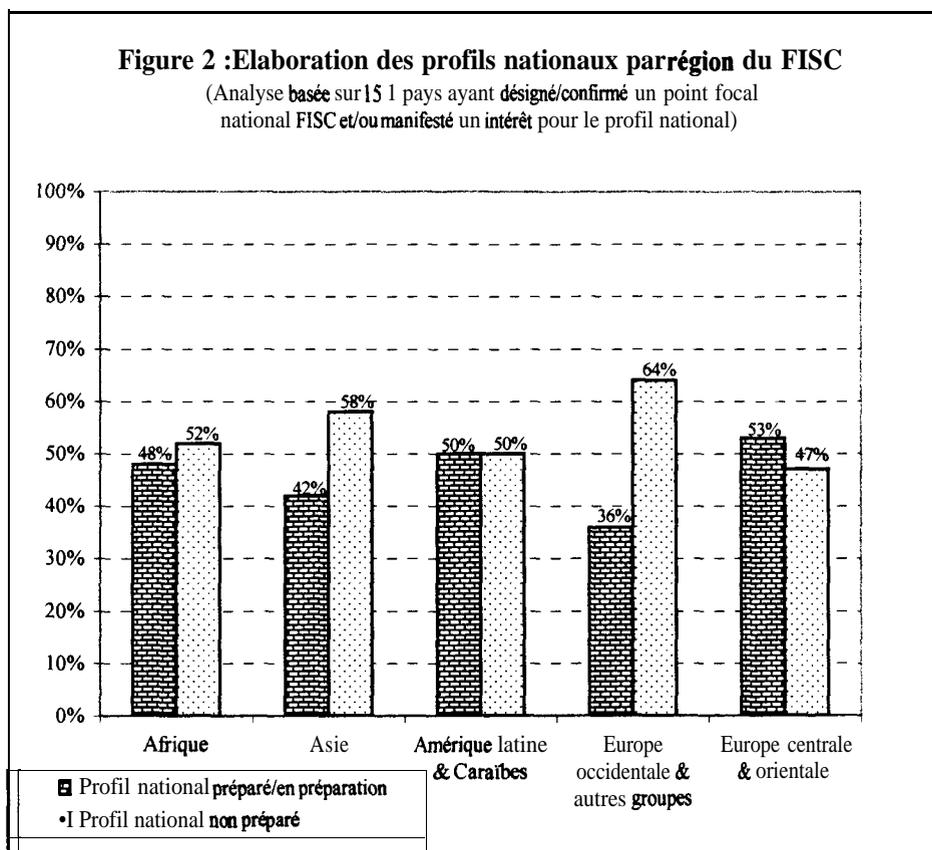
L'**élaboration** de profils nationaux est en cours dans les cinq régions du FISC (Figure 2). Les résultats de l'enquête révèlent un équilibre relatif entre les **régions** pour ce qui est de l'élaboration des **profils nationaux**, quatre régions sur cinq indiquant qu'environ la **moitié** de leurs pays **respectifs** ont **préparé/préparent** actuellement un profil national. Dans certaines sous-régions toutefois, dont l'Asie méridionale et occidentale, l'**Afrique** centrale et australe et l'Europe occidentale, on note des progrès plus lents.

³Un profil national global est une **évaluation nationale complète** de l'**infrastructure** d'un pays relative à la gestion nationale des produits chimiques, élaboré dans le cadre d'un processus impliquant toutes les parties Concernées et suivant, selon que de besoin, le document d'orientation UNITAR/IOMC sur les profils nationaux. Un **mini-profil** est un document d'environ 15 à 20 pages qui résume essentiellement les **éléments** juridiques et administratifs d'un système national de gestion des produits chimiques.

La préparation des profils nationaux dans le monde



Carte 1.



De nombreux pays (51) n'ayant pas encore entamé la préparation d'un profil national global ont manifesté l'intention de le **faire** dans l'avenir, mais la majorité d'entre eux (80 %) ont **identifié des difficultés financières** comme principal obstacle. Quelques pays ont signalé une absence de sensibilisation ou d'**information** concernant le concept de **profil** national et parmi les pays développés, on a noté, dans quelques cas exceptionnels, un manque d'intérêt ou une incertitude concernant l'utilité d'un tel profil (voir le détail dans l'**Annexe 1**). La Carte 2 donne un aperçu des pays ayant **solicit** un soutien financier en vue de **préparer/compléter** un **profil** national général.

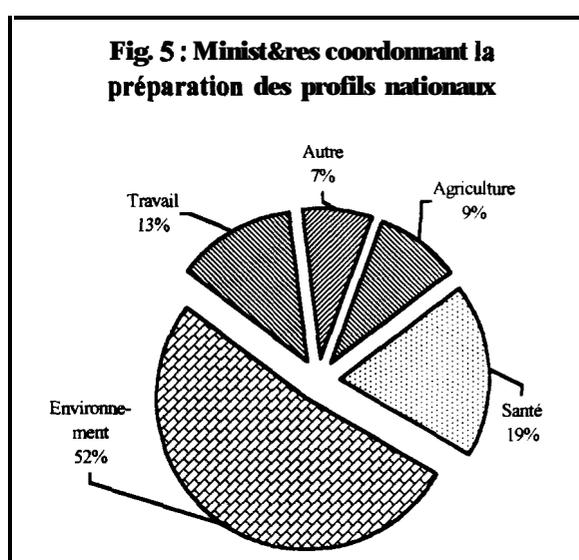
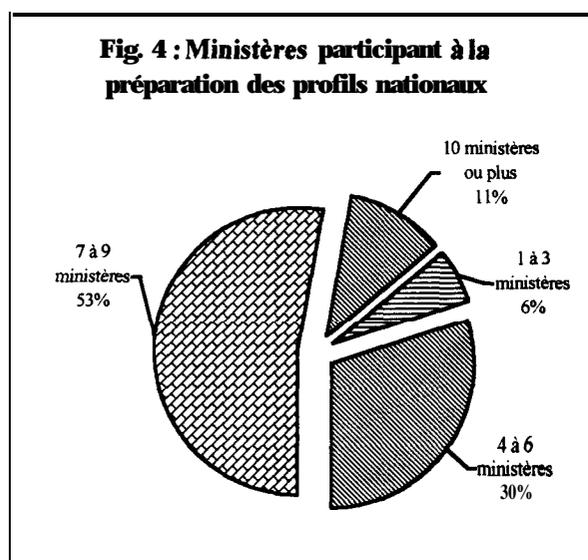
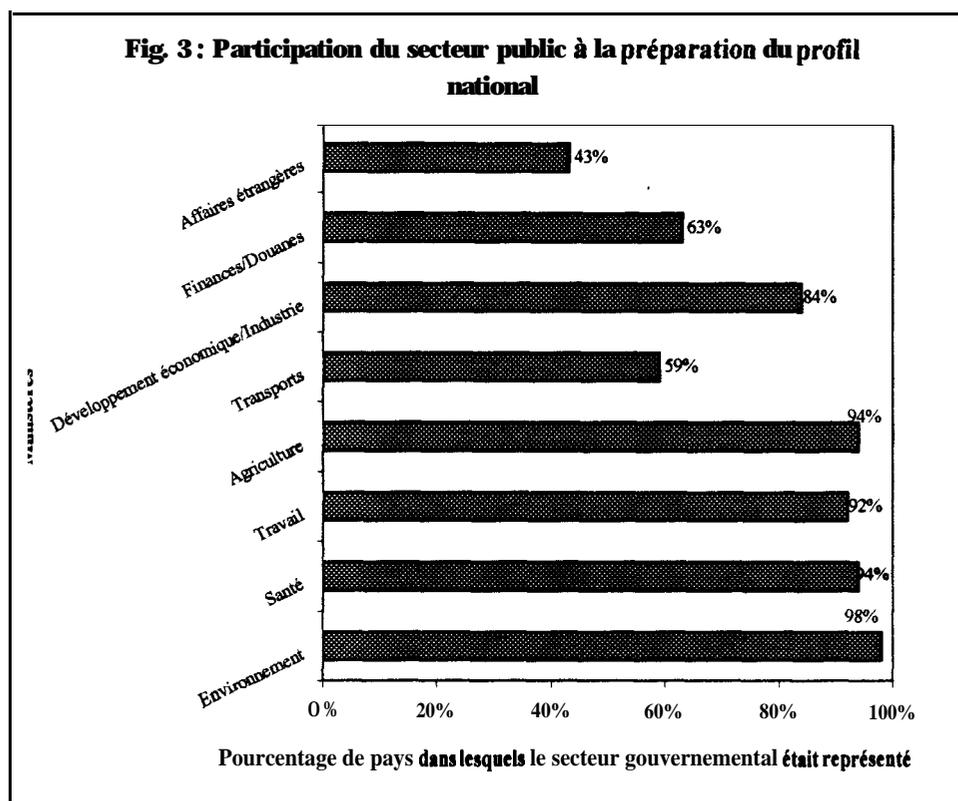
5. Institutions et organisations nationales participant à la élaborations des profils nationaux

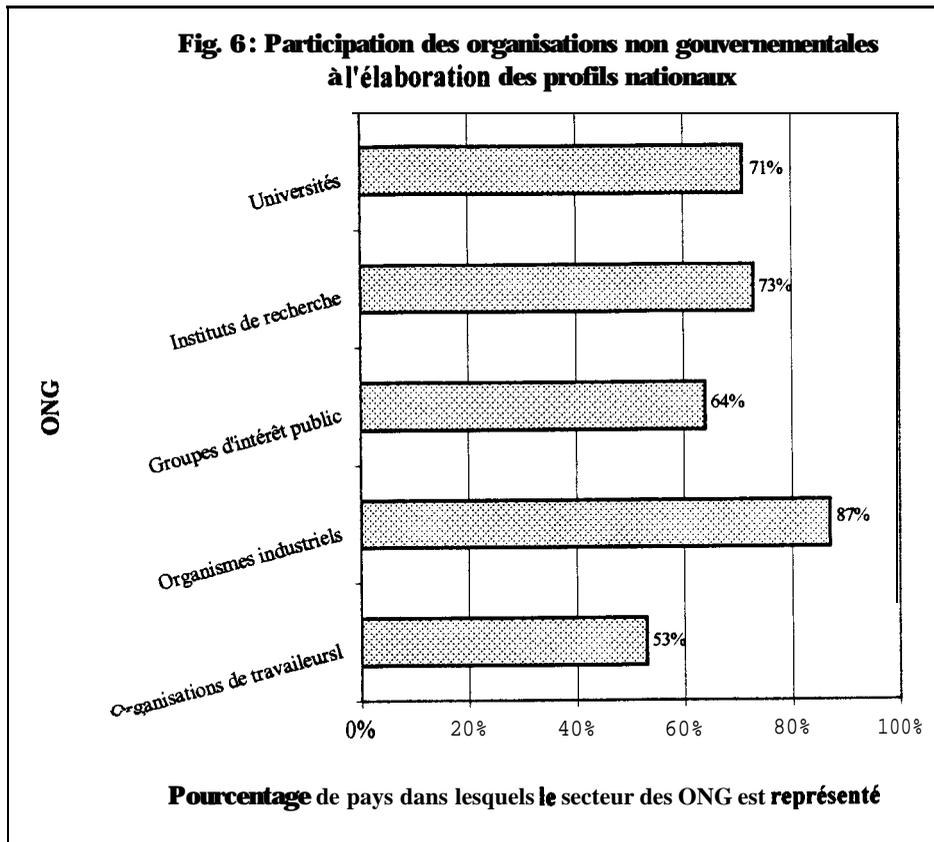
Un **élément clé** de la préparation des profils nationaux dans de nombreux pays a été la participation de nombreuses parties prenantes, tant au sein **qu'à** l'extérieur du gouvernement. Compte tenu de la nature intersectorielle de la gestion des produits chimiques et de la participation de divers partenaires à **différents** stades du cycle de vie des produits chimiques, la participation active de ces groupes, telle que suggérée dans le document d'orientation UNITAR/IOMC sur les profils nationaux, a été signalée. En ce qui concerne les acteurs gouvernementaux, deux tiers des pays ont souligné la collaboration d'au moins sept ministères ou organismes publics (Figures 3 et 4).

Les organismes nationaux **chargés** de la coordination et de la préparation des profils nationaux ont été **sélectionnés** au niveau national parmi divers secteurs gouvernementaux, les ministères de

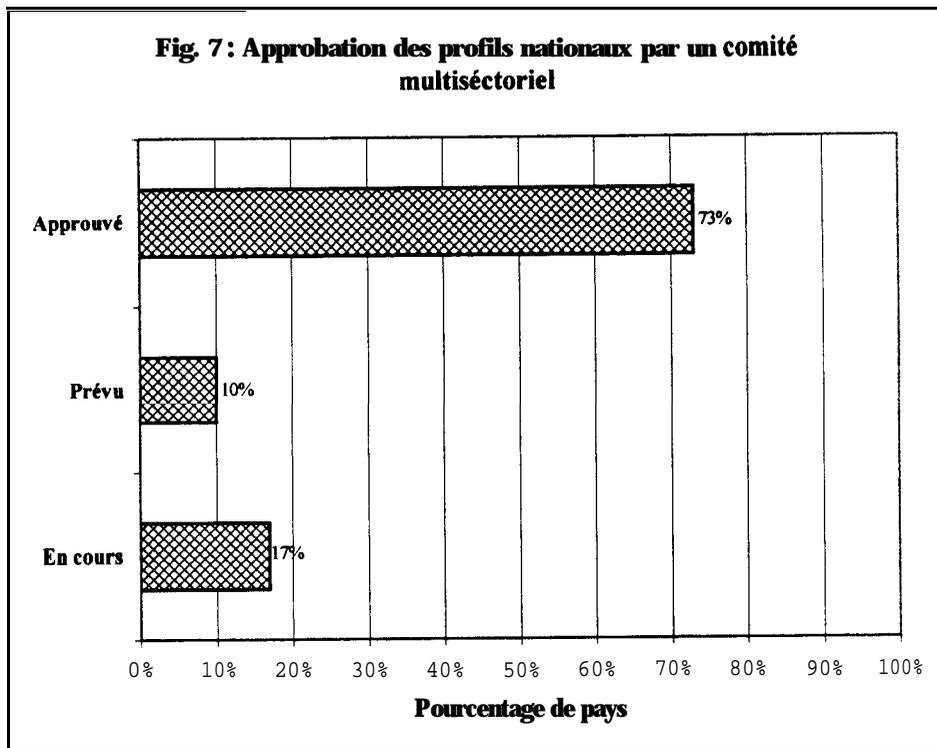
l'environnement, de la **santé**, du travail et de l'agriculture jouant un rôle particulièrement important (Figure 5).

Les parties et organisations à l'extérieur du gouvernement ont également joué un rôle important dans l'élaboration de profils nationaux, et notamment l'industrie, les groupes d'intérêt public et les organisations de travailleurs (Figure 6). Dans de nombreux pays, la préparation du profil national a été l'occasion, pour les organismes publics ainsi que les parties prenantes à l'extérieur du gouvernement, de collaborer officiellement, pour la première fois, à un projet de gestion des produits chimiques.





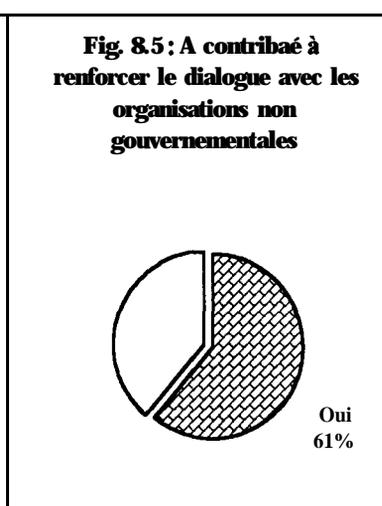
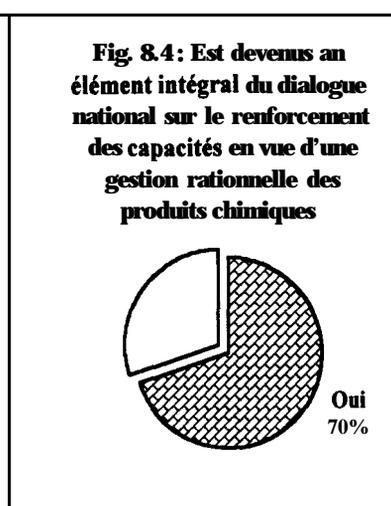
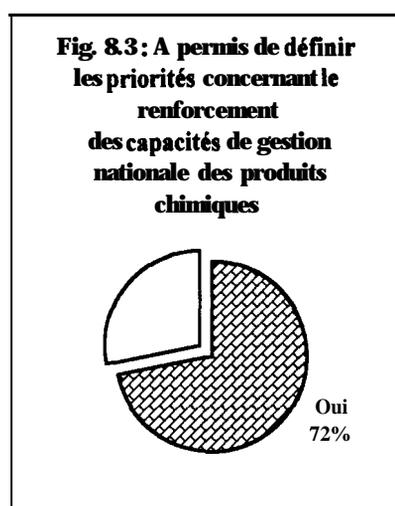
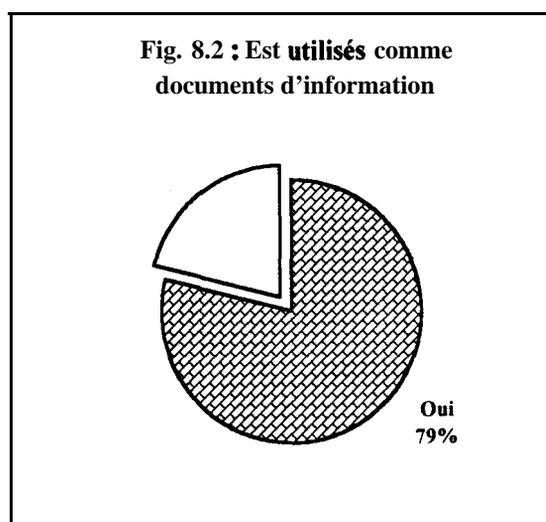
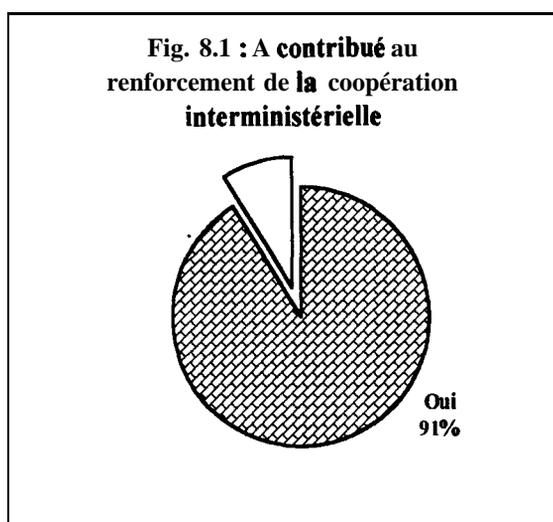
Les profils nationaux ont également bénéficié d'un appui politique considérable dans de nombreux pays et ont été officiellement approuvés par un comité national multisectoriel dans au moins vingt et un pays (Figure 7).



6. Contribution des profils nationaux à la gestion nationale des produits chimiques

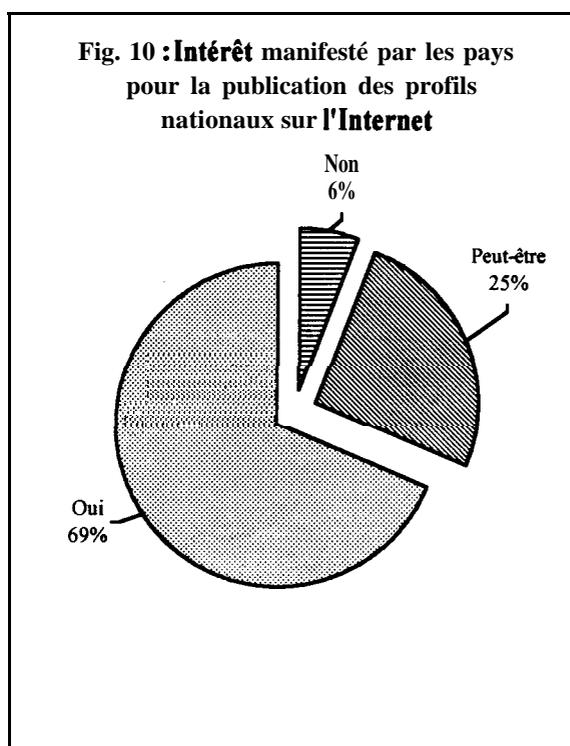
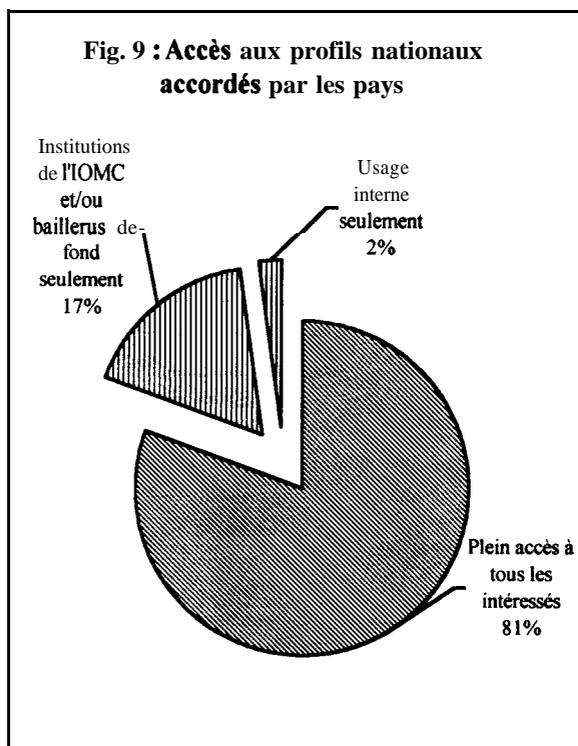
Suivant les **informations** fournies par les pays, la préparation des profils nationaux a été utile en ce qui concerne plusieurs aspects de la gestion nationale des produits chimiques, depuis le regroupement d'**informations** totalement dispersées en un seul document jusqu'à la **définition** des priorités nationales pour le **renforcement** des capacités pour la gestion des produits chimiques.

Il faut signaler le rôle constructif joué par la préparation d'un profil national dans le **renforcement** de la coopération **interministérielle**: c'est là l'une des contributions **particulièrement** importantes apportées par les profils nationaux. Ce qui montre la valeur des **profils** nationaux, pour faciliter la communication au sein du secteur public et améliorer le dialogue multisectoriel ayant trait à la gestion des produits **chimiques**. Des **détails** sur la contribution des **profils** nationaux à la gestion nationale des produits chimiques, tirés des réponses à l'enquête, sont donnés dans les Figures 8.1 à 8.5.



7. Accès et diffusion des profils nationaux

Presque tous les pays ont déclaré vouloir **accéder** aux **profils** nationaux d'autres pays, notamment ceux qui sont intéressés mais n'ont pas encore commencé la préparation d'un profil national. Une grande majorité de pays ont également indiqué qu'ils étaient prêts à mettre leurs profils nationaux à la disposition de tous les organisations intéressés. Un **accès** facile et systématique aux **profils** nationaux des pays permettrait non seulement d'**accroître** la transparence du processus et des résultats au niveau du pays des profils nationaux, mais également de fournir une orientation pratique aux pays désireux d'entamer la préparation de profils nationaux.

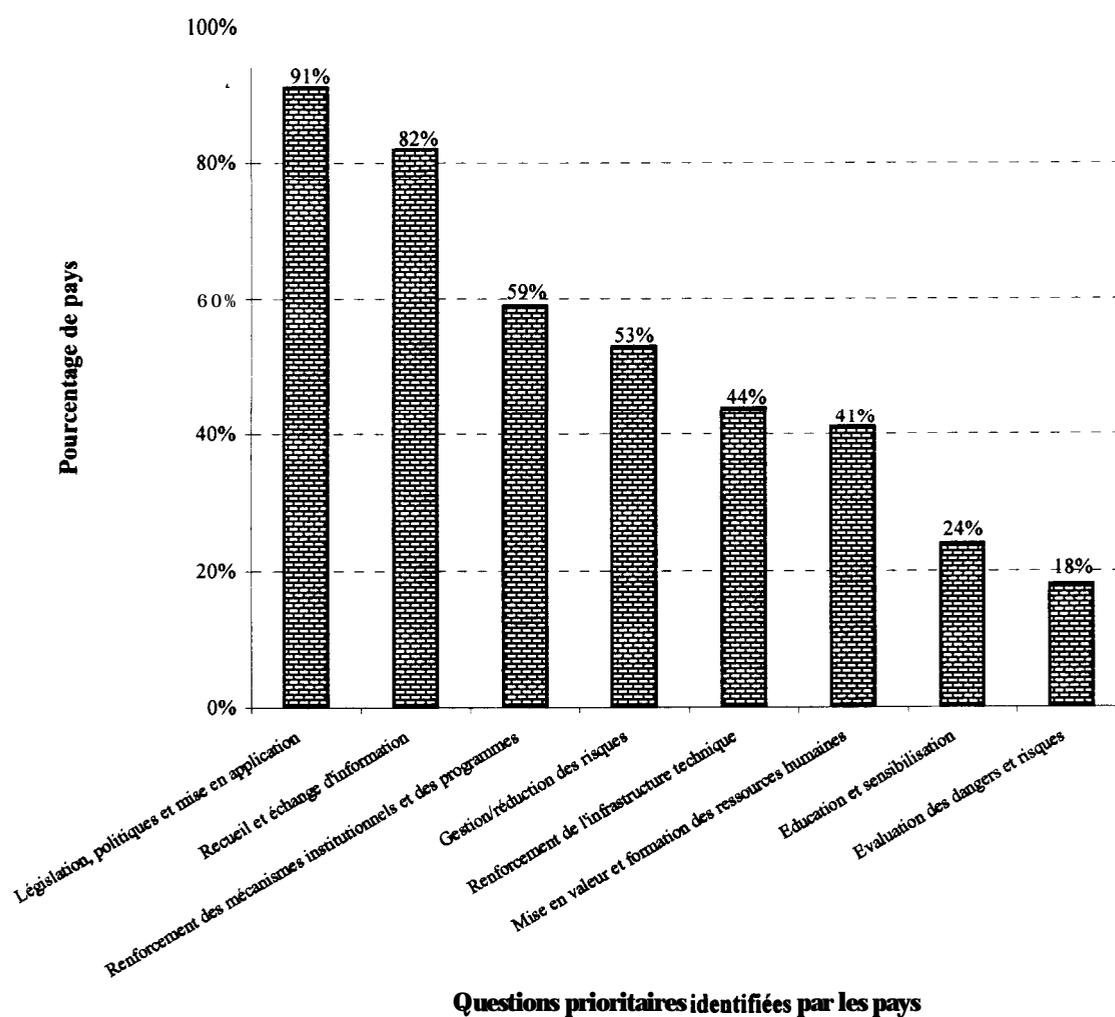


Un des moyens possibles d'améliorer l'**accès** aux **profils** nationaux et l'**échange** de ceux-ci est d'utiliser l'**Internet**. Plus des deux tiers des pays ont **confirmé** vouloir étudier la possibilité de mettre leur **profil** national sur l'**Internet**. A cette **fin**, l'**UNITAR** et le Bureau européen des substances chimiques de l'Union européenne à Ispra (Italie) ont conclu un accord en vue d'élaborer une page d'accueil concernant les **profils** nationaux sur le World Wide Web.

8. Profils nationaux : points de départ pour l'identification de priorités

Lors de l'examen des priorités identifiées par les pays grâce à leurs profils nationaux, des schémas courants sont apparus concernant les aspects liés au remforcement des capacités nationales de gestion de produits chimiques, qui sont particulièrement importants pour les pays en développement et les pays dont l'économie est en transition. Les principaux sujets identifiés dans la gestion des produits chimiques comprennent: i) la législation, les politiques et la mise en application; ii) le recueil et l'échange d'informations; et iii) le renforcement des mécanismes et des programmes institutionnels (Figure 11).

Fig. 11 : Questions prioritaires liées au renforcement des capacités nationales concernant les produits chimiques identifiées par l'intermédiaire des profils nationaux



Encadré 2 : Priorités liées au renforcement des capacités nationales concernant la gestion des produits chimiques

Les réponses fournies par les pays lors de l'identification des domaines d'action prioritaires ont permis de discerner huit groupes thématiques principaux parmi lesquels:

1. Législation, politiques et mise en application

- Renforcement de la législation en vigueur
- Elaboration d'une législation cadre relative aux produits chimiques
- Harmonisation nationale d'une législation propre à un secteur donné
- Elaboration de réglementations relative aux engrais chimiques
- Elaboration de réglementations relatives aux biocides
- Harmonisation des législations nationales avec les réglementations internationales/régionales
- Mise en application de la législation en vigueur
- Réglementations relatives à la sécurité de la manipulation/l'utilisation
- Elaboration d'une politique nationale sur la sécurité chimique la gestion intégrée des produits chimiques
- Homologation des produits chimiques
- Renforcement des mécanismes de contrôle des importations
- Elaboration d'instruments non réglementaires
- Elaboration de politiques relatives au droit à l'information

2. Recueil et échange d'information

- Inventaire des produits chimiques obsolètes
- Inventaire des produits chimiques utilisés
- Registre des produits chimiques
- Mise en place d'un système/réseau d'information national relatif aux produits chimiques
- Diffusion de l'information relative aux produits chimiques
- Elaboration d'un système d'information de laboratoire
- Mise en place d'un registre concernant le déversement et le transfert des polluants
- Renforcement d'une coopération internationale/régionale pour l'échange d'informations sur les produits chimiques

3. Education et sensibilisation

- Sensibilisation du public aux risques chimiques
- Sensibilisation des travailleurs aux risques chimiques

4. Evaluation des dangers et des risques

- Renforcement de la compréhension et utilisation de l'évaluation des risques
- Evaluation des risques concernant les produits chimiques qui ont les fonctions endocrines

• Evaluation des risques concernant les produits chimiques **cancérogènes**

• Evaluation des risques concernant les polluants organiques persistants

• Evaluation des risques concernant les détergents (biodégradation)

5. Gestion/réduction des risques

- Classification et étiquetage des produits chimiques
- Préparation et riposte en cas d'accidents chimiques
- Création de centres antipoisons
- Prévention, gestion et élimination des déchets chimiques
- Sécurité de la manipulation et de l'utilisation des produits chimiques/pesticides
- Pesticides

6. Renforcement des mécanismes et des programmes institutionnels

- Mise en place de mécanismes nationaux de coordination
- Instauration/renforcement de la participation multipartite à la gestion des produits chimiques
- Préparation d'un profil national
- Mise en place de priorités nationales
- Mise en oeuvre d'un programme d'action nationale
- Evaluation des besoins
- Mobilisation des ressources financières
- Renforcement des institutions nationales concernant la gestion des produits chimiques

7. Renforcement des infrastructures techniques

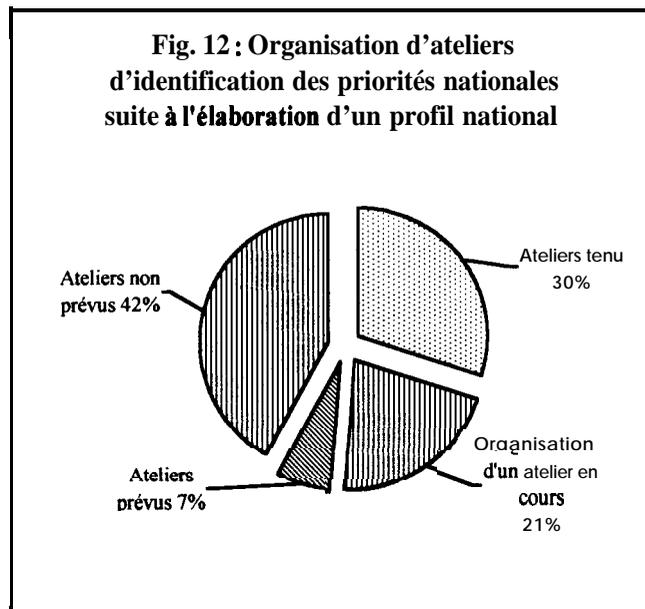
- Renforcement des infrastructures de laboratoire
- Surveillance des résidus et des concentrations de produits chimiques
- Renforcement des capacités nationales de recherche

8. Mise en valeur et formation des ressources humaines

- Renforcement des capacités nationales relatifs à la prise des décisions
- Formation à la gestion et l'utilisation sans risques des produits chimiques
- Formation à la législation relative aux produits chimiques
- Formation destinée aux fonctionnaires des douanes
- Formation destinée aux administrateurs principaux

9. Activités de suivi pour le renforcement des capacités

De nombreux pays se servent du profil national comme point de départ d'activités nationales de suivi, telles que l'organisation d'un atelier d'identification des priorités nationales. Au cours duquel sont choisis un nombre de sujets donnant lieu à un suivi pour un renforcement des capacités nationaux. Plus de la moitié des pays qui ont préparé, ou préparent, un profil national ont indiqué qu'ils avaient déjà tenu, ou étaient sur le point d'organiser, un atelier d'identification des priorités nationales (Figure 12). De nombreux pays qui ne prévoient pas de tenir ce type d'atelier ont indiqué que des difficultés financières empêchaient son organisation.



Quatre pays (Argentine, Ghana, Indonésie et Slovaquie) ont entamé la mise en oeuvre de programmes d'action national concernant la gestion intégrée des produits chimiques avec l'appui de l'UNITAR/IOMC. Dans le cadre de ces programmes d'action, ils ont créé des groupes de travail chargés d'aborder systématiquement les priorités nationales relatives à la gestion des produits chimiques. Quinze autres pays ont déjà pris des mesures visant à lancer officiellement ce type de programme et la majorité d'entre eux ont indiqué la nécessité d'un appui externe supplémentaire afin de pouvoir progresser. Parmi ces pays figurent: la Bolivie, le Cameroun la Croatie, le Ghana, la Hongrie, la Lituanie, Madagascar, le Nicaragua, le Niger, la République de Corée, la Slovaquie, la Tanzanie, la Thaïlande, le Venezuela et Viet Nam.

10. Questions diverses

Les résultats de l'enquête du FISC/UNITAR, les enseignements acquis dans le cadre du Programme UNITAR/IOMC d'appui aux profils nationaux et les discussions tenues durant la première réunion du Réseau informel de renforcement des capacités pour la gestion rationnelle des produits chimiques, à Genève (Suisse), du 11 au 13 novembre 1997, font apparaître plusieurs problèmes susceptibles d'être approfondis.

10.1 Appui à l'élaboration de profils nationaux dans d'autres pays

Il a fallu refuser de nombreuses demandes de participation au Programme UNITAR/IOMC d'appui aux profils nationaux à cause d'un manque de financement et ce malgré un appui généreux des donateurs. L'expérience a montré que les ressources financières nécessaires à l'élaboration des profils nationaux sont relativement modérées et des subventions modestes ont permis de catalyser les activités nationales, et de mobiliser en outre des ressources financières et humaines supplémentaires sur le plan national.

- ◆ Comment susciter, au niveau des pays, un renouveau d'intérêt et d'engagement? Les

pays donateurs sont-ils à même d'appuyer l'élaboration de profils nationaux dans d'autres pays participant activement au FISC?

- ◆ Comment les pays qui ont déjà préparé un **profil** national peuvent-ils aider d'autres pays à le faire?

10.2 *Faciliter l'accès aux profils nationaux*

Une grande majorité de pays ont exprimé le souhait d'avoir accès aux profils nationaux d'autres pays. Par ailleurs, nombreux d'entre eux ont indiqué qu'ils mettraient leurs profils nationaux à la disposition des parties **intéressés**, après approbation officielle et publication. A l'heure actuelle, il n'existe aucun **mécanisme** officiel qui permette de donner accès aux profils nationaux **et/ou** de les diffuser.

- ◆ Quels **mécanismes** pourrait-on mettre en place **afin** de faciliter l'**accès** aux profils nationaux, en utilisant notamment des moyens modernes de communication tels que l'**Internet** ?
- ◆ Y a-t-il des obstacles en ce qui concerne les profils qui ne sont pas disponibles dans les langues officielles des Nations Unies?
- ◆ Le FISC doit-il encourager la publication des profils nationaux sur la page d'accueil des profils nationaux de l'**UNITAR/Bureau** européen des substances chimiques relatives aux profils nationaux?

10.3 *Elaboration de profils régionaux*

A maintes reprises, les groupes régionaux du FISC ont indiqué qu'il **était nécessaire** et utile d'**élaborer** des profils régionaux à partir de l'**information** contenue dans les profils nationaux. Les profils régionaux pourraient donner des informations et mettre en relief les questions propres à certains groupes de pays, et pourraient également favoriser la **coopération** régionale sur certains problèmes liés au renforcement des **capacités**.

- ◆ Les profils nationaux **étant** disponibles dans un nombre croissant de pays, quelles mesures pourrait-on prendre afin d'utiliser cette **information** dans l'élaboration des profils régionaux?
- ◆ Quel sera l'objectif de la préparation des profils régionaux?

10.4 *Utilisation des profils nationaux par les organismes d'aide multilatérale et bilatérale*

Les profils nationaux globaux représentent un effort collectif national pour évaluer l'infrastructure nationale liée à la gestion rationnelle des produits chimiques.

- ◆ Comment encourager les pays, ainsi que les bailleurs de fond latéraux et bilatéraux, à tenir **systématiquement** compte des **profils** nationaux lorsqu'ils lancent des **activités basées** dans les pays, par exemple dans le contexte de programmes nationaux, de projets d'assistance technique, etc.?

10.5 Examen et analyse des informations contenues dans les profils nationaux au niveau mondial

Au niveau mondial, un examen systématique des profils nationaux permettrait de mieux comprendre les problèmes **spécifiques** ainsi que les contraintes au niveau des pays, de même que les besoins d'assistance externe et les sujets prioritaires émergents pour le **renforcement** des capacités nationales.

- ◆ Comment utiliser plus **systématiquement** l'information contenue dans les profils nationaux **afin** de mieux comprendre les problèmes et besoins **spécifiques** des pays et donner un aperçu systématique des questions émergentes concernant le renforcement des capacités au niveau mondial?
- ◆ Y-a-t'il des obstacles **relatifs** aux langues dans lesquelles les profils ont été élaborés?

10.6 Organisation d'ateliers d'identification des priorités nationales dans le cadre du suivi de l'élaboration des profils nationaux

Les évaluations **découlant** de l'élaboration des profils nationaux et les structures mises en place par les pays dans ce contexte fournissent le point de départ idéal pour renforcer les moyens de gestion des produits chimiques de manière systématique, avec la participation de toutes les parties intéressées. Plusieurs pays ont fait des **expériences** prometteuses à partir de l'élaboration de profils nationaux et la planification et la mise en oeuvre de programmes d'action nationaux.

- ◆ Compte tenu de ce qui précède, les pays donateurs seraient-ils à même d'appuyer l'organisation d'ateliers nationaux d'identification des priorités dans d'autres pays ayant élaboré des **profils** nationaux?
- ◆ Quel serait le **rôle** du FISC, des pays, des **comités** nationaux de coordination et des points focaux nationaux du FISC concernant l'appui à fournir à ces activités ainsi que **l'établissement** de liens avec les activités nationales ou régionales en cours, les programmes de donateurs, etc.?

| Pays | Profil national général | | Information supplémentaire relative au profil national général Préparé | Mini-profil | | Atelier chargé de fixer les priorités nationales |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| | Préparé | En préparation | | En préparation | En préparation | |
| 1. Albanie | | | Financement requis | | | |
| 2. Algérie | | | Financement requis | | | |
| 3. Allemagne ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 4. Angola ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | En préparation |
| 5. Argentine ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Tenu |
| 6. Arménie ¹ | | | Financement requis | | <input checked="" type="checkbox"/> | En prÇparation |
| 7. Australie ² | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | •f | Non prévu |
| 8. Autriche ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| 9. Bahreïn | | | Financement requis | | | |
| 10. Bangladesh ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Tenu |
| 11. Barbade | | | Financement requis | | | |
| 12. Bénin ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Prévu |
| 13. Bolivie ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Tenu |
| 14. Brésil ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| 15. Bulgarie ² | I2 | | | | | En prÇparation |
| 16. Burkina Faso | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| 17. Burundi ² | | | Concept de profil national non connu | | | |
| 18. Cambodge | | | Financement requis | | | |
| 19. Cameroun ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Tenu |
| 20. Canada ² | | | Non considéré comme utile/pas d'intérêt | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| 21. Chili ² | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | En préparation |
| 22. Chine ² | | | Financement requis | | <input checked="" type="checkbox"/> | Non prévu |
| 23. Chypre ¹ | | | Non considéré comme utile/pas d'intérêt | <input checked="" type="checkbox"/> | | Non prévu |
| 24. Colombie | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 25. Comores ² | | | Financement requis | | | |
| 26. Côte d'Ivoire ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Prévu |
| 27. Croatie ² | <input checked="" type="checkbox"/> | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | Non prévu |
| 28. Cuba | | | Financement requis | | | |
| 29. Danemark ² | | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | Non prévu |
| 30. Djibouti | | | Financement requis | | | |

¹ L'UNITAR a reçu une réponse de pays à l'Enquête FISC/UNITAR sur les profils nationaux de gestion des produits chimiques.

² Le Programme UNITAR/IOMC d'appui aux profils nationaux a soutenu l'élaboration du profil national global dans le pays.

| Pays | Profil national général | | Information supplémentaire relative au profil national général Préparé | Mini-profil | | Atelier chargé de fixer les priorités nationales |
|------------------------------------|--|--|--|-------------------------------------|----------------|--|
| | Préparé | En préparation | | En préparation | En préparation | |
| 31. Egypte' | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 32. El Salvador | | | Financement requis | | | |
| 33. Emirats arabes unis' | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 34. Equateur' | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | En préparation |
| 35. Erythrée | | | Financement requis | | | |
| 36. Estonie | | | Financement requis | | | |
| 37. Etats-Unis d'Amérique | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| 38. Ethiopie' | | | Financement requis | | | |
| 39. Fédération de Russie | | 12 | | | | |
| 40. Fidji | | | Non prioritaire actuellement | | | |
| 41. Finlande' | | | A envisager | | | |
| 42. Gabon | | | Financement requis | | | |
| 43. Gambie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 44. Géorgie | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 45. Ghana ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 46. Guinée ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 47. Hongrie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 48. Iles Cook | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 49. Iles Salomon | | <input checked="" type="checkbox"/> | Projet suspendu temporairement | | | |
| 50. Indonésie | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | |
| 51. Iran (République islamique d') | | | Financement requis | | | |
| 52. Jamaïque | | | Financement requis | | | |
| 53. Jordanie' | | | Financement requis | | | |
| 54. Kazakhstan | | | Financement requis | | | |
| 55. Kenya ¹ | | | Financement requis | | | |
| 56. Kiribati | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 57. Lettonie ¹ | | | Financement requis | | | |
| 58. Lituanie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | |
| 59. Madagascar ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 60. Malaisie ¹ | | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| 61. Malawi ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Non prévu |
| 62. Mali ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 63. Malte | | | Financement requis | | | |

Annexe 1: Tableau synoptique de l'élaboration des profils nationaux dans les pays (août 1998)
IFCS/ISG3/98.14B

| Pays | Profil national général | | Information supplémentaire relative au profil national général Préparé | Mini-profil | | Atelier chargé de fixer les priorités nationales |
|---------------------------------------|--|--|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| | Préparé | En préparation | | En préparation | En préparation | |
| 64. Maroc ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> | Financement requis | | | |
| 65. Maurice ¹ | | | Financement requis | | | |
| 66. Mexique | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | |
| 67. Micronésie (Etats fédérés de) | | | Financement requis | | | |
| 68. Moldavie | | | Financement requis | | | |
| 69. Mongolie ¹ | | | Financement requis | | | |
| 70. Nicaragua ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | Tenu |
| 71. Niger ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Non prévu |
| 72. Nigéria | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 73. Oman | | | Financement requis | | | |
| 74. Ouganda | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Non prévu |
| 75. Ouzbékistan ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> | Financement requis | | | |
| 76. Pakistan | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 77. Panama ¹ | | | Financement requis | | | |
| 78. Papouasie-Nouvelle-Guinée | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 79. Paraguay ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 80. Pays-Bas ¹ | | | Différent système d'établissement des rapports | | | |
| 81. P&ou | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 82. Philippines ¹ | | | Financement requis | | | |
| 83. République centrafricaine | | | Financement requis | | | |
| 84. République de Corée ¹ | •1 | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | Non prévu |
| 85. République tchèque ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Non prévu |
| 86. Royaume-Uni ¹ | | | Autres comptes rendus en cours | | | |
| 87. Rwanda ¹ | | | Financement requis | | | |
| 88. Sainte-Lucie | | | Financement requis | | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 89. Saint-Kitts-et-Nevis ¹ | | | | | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 90. Samoa occidentales ¹ | | | Prévu mais non commencé | | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 91. Sénégal ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Non prévu |
| 92. Sierra Leone | | | Financement requis | | | |
| 93. Singapour ¹ | | | Non considéré comme utile/pas d'intérêt | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| 94. Slovaquie ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | Non prévu |

| Pays | Profil national général | | Information supplémentaire relative au profil national général | Mini-profil | | Atelier chargé de fixer les priorités nationales |
|-------------------------------------|--|--|--|-------------|----------------|--|
| | Préparé | En préparation | | Préparé | En préparation | |
| 95. Slovénie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | |
| 96. Soudan ¹ | | | Financement requis | | | |
| 97. Suède ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Non prévu |
| 98. Suisse ¹ | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 99. Syrie ¹ | | | Financement requis | | | |
| 100. Tanzanie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| 101. Tchad | | | Financement requis | | | Non prévu |
| 102. Thaïlande ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | |
| 103. Togo ¹ | | | Financement requis | | | |
| 104. Tonga | | | Prévu mais non commencé | | | |
| 105. Trinité-et-Tobago ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | Non prévu |
| 106. Ukraine | | | Financement requis | | | |
| 107. Uruguay | | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | |
| 108. Vanuatu | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| 109. Venezuela ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | •1 | | |
| 110. Viet Nam ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |
| Il 1. Yougoslavie ¹ | | | Concept de profil national non connu | | | |
| 112. Zambie ¹ | <input checked="" type="checkbox"/> ² | | | | | Tenu |